

(Eurostat, Office statistique de l'Union Européenne: "Towards an enlarged European Union, Key indicators on member states and candidate countries", Avril 2003)

Les disparités dans l'Union Européenne seront donc accrues et c'est là fondamentalement ce qui distingue cet élargissement des précédents sur le plan économique.

Les précédents élargissements

-Les traités de Paris de 1951 qui créaient la CECA (Communauté Economique du Charbon et de l'Acier) et de Rome de 1957 qui mettaient en place la Communauté Economique Européenne (CEE) et l'Euratom avaient été signés par six états :Belgique, France, Allemagne (à l'époque RFA),Italie, Luxembourg, et Pays Bas. Ces membres fondateurs ont été rejoints par d'autres états européens à l'occasion d'élargissements successifs :

- 1973 :Danemark, Irlande et Royaume-Uni
- 1981 :Grèce
- 1986 :Espagne et Portugal
- 1995 :Autriche, Finlande et Suède

Des craintes parfois exagérées

Selon la Direction des Relations Economiques Extérieures , les risques de déstabilisation de l'Union Européenne ne doivent pas être exagérés (15).

En termes quantitatifs, l'élargissement vers les pays de l'est est comparable avec les précédents. Les dix nouveaux membres représenteront 15% de la population de l'Union Européenne élargie et 19% de sa superficie. En 1973 , le Royaume-Uni, l'Irlande et le

Danemark représentaient le quart de la population de l'UE à 9 et, en terme de superficie, les adhésions précédentes ont toutes été plus importantes, compte tenu de la taille de l'Union Européenne à l'époque .

Si les disparités de développement entre nouveaux et anciens membres sont indiscutables, le dynamisme des économies des pays candidats permet d'augurer de leur capacité à rattraper leur retard à moyen terme. A l'appui de cette analyse , la DREE rappelle les exemples de l'Irlande et de l'Espagne .

D'autres éléments montrent le potentiel économique de l'Union Européenne élargie : les pays candidats ont eu, en général, un taux de croissance économique plus élevé que l'Union actuelle et, globalement, ils contribueront à élever le niveau moyen d'éducation dans l'Union (16).

Par ailleurs, l'élargissement ne signifie pas l'intégration subite des pays candidats mais parachève un processus qui a débuté depuis longtemps, avec la baisse progressive des barrières commerciales. D'ores et déjà, les deux tiers des échanges des Pays de l'Europe Centrale et Orientale ont lieu avec l'Union Européenne. En ce qui concerne la France, la part des PECO dans les échanges a été multipliée par 5 depuis le début de la transition (17).

II-LE COUT FINANCIER

Le budget de l'élargissement de 1990 à 2003

De 1990 à 2003, les financements de l'Union Européenne au titre du programme PHARE ont été de 6,7 milliards d'euros , somme à laquelle s'ajoutent 13,2 milliards d'euros au titre de SAPARD (programme spécial d'aide à l'agriculture et au monde rural), et d'ISPA (Instrument structurel de préadhésion) de 2000 à 2003. Pour leur part, Malte et Chypre, ont bénéficié d'aides dans le cadre de stratégies de pré-adhésion adoptées en 2000.Au total, De 1990 à la fin de 2003, les financements de l'Union Européenne aux pays candidats afin de les

